

**(Thème B. Accès aux ressources productives pour les agriculteurs**

**Sous-thème B1. Accès à la terre : diversité des normes et des pratiques sociales,** nouvelles lois foncières et propriété privée de la terre, réformes agraires, décollectivisation, acquisitions de terre à grande échelle, luttes paysannes pour l'accès à la terre)

**Entre le monde du développement et les sociétés pastorales : Enjeux de connaissance  
et d'action**

**Les cas de l'information et de la gestion de l'eau.**

Véronique Ancey<sup>1</sup>.

**Introduction**

Les sociétés pastorales qualifient la nature et la valeur des ressources naturelles, dont elles dépendent étroitement, selon des normes singulières, construisant ainsi tout à la fois leur économie et leur imaginaire. Par ailleurs, l'ingénierie du développement a historiquement hérité de démarches, de normes et d'intentions qu'elle perfectionne pour connaître et pour agir. Les rapports aux ressources diffèrent entre ces deux mondes : pour les pasteurs, habiter un milieu, en exploitant la variabilité et l'hétérogénéité des ressources ; pour l'ingénierie du développement, stabiliser les ressources en tant que facteurs de production, augmenter les produits qui en sont tirés et les revenus de leurs usagers.

Ainsi, les relations contemporaines entre les sociétés pastorales et le monde du développement, à propos de l'accès aux ressources, peuvent se lire à plusieurs niveaux : c'est l'histoire des confrontations, des compromis et des évitements pratiqués par les sociétés pastorales autour de ces normes d'accès. C'est aussi une histoire de sciences sociales et d'épistémologie, avec des morceaux de zootechnie.

Par ailleurs, la nature occupe une place croissante dans la pensée technique, dans l'économie et dans les politiques, dont témoignent les rencontres et les publications scientifiques sur son

---

<sup>1</sup> CR HDR sociologie, Cirad, Umr ART-Dev.

image, sa protection, son instrumentalisation, sa capitalisation économique, etc. Aussi faut-il préciser l'ancrage et les limites de cette communication :

Abordant la gestion pastorale des ressources productives, tangibles et intangibles (pâturages, eau et informations), alors que les pâturages pastoraux sont emblématiques de la littérature mondiale sur les communs depuis l'article de Hardin en 1968, cette communication ne s'inscrit pourtant pas dans un débat sur les promesses ou les périls de la propriété privée ou commune et ne propose pas de théorie de la catégorie du « commun ». Elle ne se situe pas à l'échelle micro-institutionnelle ni à l'échelle des systèmes socio-écologiques qui sont généralement celles des travaux sur les communs, mais porte sur ce qui circule à travers les sociétés et les transforme. A ce titre, elle ne fait pas non plus d'anthropologie pastorale, ni ne retrace l'histoire des politiques agronomiques et zootechniques au sahel.

Le propos de ce texte est d'explorer les relations entre deux schémas de connaissance et d'action (ceux des pasteurs et ceux des développeurs), dans l'accès aux ressources productives pastorales au Sahel, autour des systèmes d'information et de la gestion de l'eau. A partir de l'idée qu'il n'y a « *pas de différence substantielle entre agir et connaître* », nous interrogeons les conditions d'un renouvellement de la praxis, « *expérience singulière de notre rapport aux autres [...] ce à quoi nous invitent ceux qui distinguent connaissances établies, enseignables et transmissibles, (knowledge) et connaissances en train de se produire au cours de l'action (knowing)* » (Hubert *et al.*, 2015) (Cook, Brown, 1999). La réflexion exposée ici se fonde sur quinze ans de travaux au sahel, du Sénégal au Tchad, menés pendant une affectation dans une équipe de recherche à Dakar, Sénégal. Les données citées plus bas sont issues d'enquêtes personnelles et collectives, et aussi d'expertises mandatées par différents organismes d'aide (AFD, PAM, FAO).

Dans sa première partie, ce texte rappelle en quoi la nature et l'utilité des informations et des ressources naturelles sont différentes pour les systèmes techniques ou dans les sociétés pastorales. La seconde partie traite des enjeux de l'usage des ressources. Un premier enjeu tient aux relations supposées ou établies entre ces ressources et l'économie pastorale : alors que les acteurs du développement du secteur basent leurs préconisations sur une chaîne de causalités orientée vers le marché et l'augmentation des revenus, l'organisation productive des sociétés pastorales est fondée sur la gestion d'équilibres multiples, instables (Sullivan, Rohde, 2002) et suffisants (Hubert, 2012). Le second enjeu concerne les relations entre les sociétés pastorales et leur environnement administratif ; l'histoire montre que les décideurs politiques au Sahel n'utilisent pas l'information scientifique selon un modèle tiré par la

connaissance (Weiss, 1979) ; dans ce contexte, la stratégie d'évitement des populations pastorales leur a historiquement permis d'échapper aux contraintes exercées par l'administration. Mais cette stratégie les dessert aujourd'hui en compromettant leur capacité à peser sur des débats fondamentaux au sein de leurs pays (Ancey, 2016).

## Partie 1) Deux cas d'étude : autour des systèmes d'informations et des compteurs d'eau.

Aujourd'hui, alors que le pastoralisme fait vivre environ 20 millions de personnes au Sahel et approvisionne en produits animaux les villes de la sous-région et des littoraux à l'Ouest et à l'Est du continent africain, les préoccupations sécuritaires autour de la zone sahélo-saharienne relancent l'intérêt des agences d'aide pour les populations qui les habitent, et les interventions se multiplient pour modifier l'accès aux ressources productives et leur usage par les pasteurs.

Les catégories locales pastorales de perception et d'action diffèrent des modèles technico-économique. Mais, au-delà de types de structures, les modèles sont remaniés par les acteurs, qui recréent des normes pratiques au sein de chaque système social (ou chaque dispositif) : dans le contexte sahélien, les pasteurs rusent avec leur idéologie et leurs valeurs, tout comme les techniciens bricolent avec les contraintes de leurs tâches.

### A) Systèmes d'information et normes pastorales : des modèles aux pratiques.

Le développement des techniques et systèmes d'alerte précoce (SAP) vise depuis vingt ans à dépasser les limites de la statistique agricole par des indicateurs climatiques et qualitatifs. Conçus comme des outils d'appui aux politiques de filières, les systèmes de suivi et d'alerte conjugués ont cependant très vite servi essentiellement à construire des bilans céréaliers régionaux consolidés utiles aux agences d'aide et, en période de déficit, à faciliter la délivrance de l'aide alimentaire (Egg, Gabas, 1997). L'inclusion de l'aide au cœur de la définition de la sécurité alimentaire (Maxwell, Frankenberger, 1992) converge avec l'orientation faite de ces outils et de leur perfectionnement : le monde rural est représenté comme fondamentalement agricole et sédentaire, caractérisé par la faiblesse de ses ressources et sa pauvreté. Ces outils sont perfectionnés depuis la fin des années 2000 (Galtier *et al.*, 2014) pour contribuer à la prévention des crises alimentaires, en lien avec le renouvellement des conceptions de la sécurité alimentaire et l'émergence des initiatives humanitaires.

Cependant, la fonction initiale de ces outils, leur usage, leurs caractéristiques techniques n'ont guère permis de mettre en évidence la situation pastorale à des moments critiques.

L'élaboration et la mise à jour des systèmes d'alerte précoce sont modifiées de deux manières : officiellement, le dispositif est perfectionné pour s'adapter au contexte, ce qui est supposé améliorer sa valeur intrinsèque ; informellement, les acteurs se débrouillent avec toutes sortes de contraintes pour remplir leur tâche. Le premier type d'adaptation des systèmes d'alerte précoce est illustré au cours des années 2000 par l'introduction d'indicateurs d'aptitudes, de termes de l'échange entre céréales et petit bétail, et de mouvements de population pour rendre mieux compte des conditions de vie et du niveau de vulnérabilité. En 2004 et 2005, des indications qualitatives figuraient déjà dans les bulletins régionaux d'informations du « Famine Early Warning System » (FEWS) publiés par le centre Agrhymet<sup>2</sup> mais n'ont pas été prises en compte dans le diagnostic de la situation. Une initiative de recherche-action sur le pastoralisme en milieu sahélien a entrepris de mutualiser le traitement des données locales et le traitement d'images satellitaires à partir des dispositifs d'information existants (Ickowicz *et al.*, 2005) (Touré *et al.*, 2011) ; mais les difficultés de collecte, de traitement, de coordination et d'usage des informations primaires par les opérateurs (administrations, ONGs, associations) ont ramené l'ambition initiale d'un suivi régional permanent à l'édition ponctuelle d'un atlas (Touré *et al.*, 2012).

Quant au bricolage des agents de l'administration, il vient du fait qu'au Sahel, le coût et les enjeux politiques de production d'information sur le fonctionnement d'un forage, sur les tendances météorologiques, sur la biomasse disponible, sur les termes de l'échange entre le bétail et les céréales, sont sous-estimés. Des techniciens se déplacent pour recenser les forages et les informations sur le niveau des stocks, la pluviosité, les moyens d'existence des familles, l'existence d'un bas-fond dans le village etc ; des ingénieurs traitent les données sectorielles et produisent des statistiques ou des cartes ; des cadres rédigent des rapports de synthèse. Dans un contexte sahélien aux structures administratives affaiblies, et d'un marché du développement aux acteurs pléthoriques (Institutions et Centres de recherche, Organisations Non Gouvernementales, Coopération Décentralisée...), la production, la transmission et le traitement des données deviennent des enjeux de transaction. En pratique, les agents de base manquent de moyens de déplacement pour enquêter. Enfin le classement des régions par niveaux de vulnérabilité a une incidence directe sur la répartition des aides éventuelles, et

---

<sup>2</sup> Le bulletin du FEWS est financé par l'USAID. Le centre régional Agrhymet à Niamey, dépendant du CILSS, a pour mandat d'informer et de former sur la sécurité alimentaire, la lutte contre la désertification et la maîtrise de l'eau dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest. <http://www.agrhymet.ne/>

engage la légitimité des autorités locales devant les populations (Arditi *et al.*, 2011) ; les données transmises aux niveaux intermédiaires, souvent fabriquées au jugé faute de moyens, font ensuite l'objet d'une synthèse qui relève d'une négociation hautement politique.

Un pasteur lit les signes météorologiques, agronomiques et zootechniques annonciateurs du renouveau saisonnier, de la qualité et de la quantité des ressources. Il anticipe les premières pluies, apprécie la diversité d'un pâturage, l'état de satiété et de tranquillité de ses vaches. Il apprécie ses conditions d'accès aux ressources, qui relèvent de plusieurs critères : le statut des ressources en eau et en pâturages combinant les normes locales et le droit positif, allant d'une appropriation familiale à une gestion collective ; son propre statut et ses capacités à négocier avec les ayant-droits et les acteurs locaux influents ne sont pas moins déterminants. Au Sahel, où la distribution des pluies et de la biomasse est aléatoire, spatialement dispersée et varie de 30% annuellement, la production, l'accès et le partage des informations écologiques et économiques jouent un rôle clé dans la quête des « bons endroits », « *modji jofde* »<sup>3</sup>, propices aux belles vaches, lieux non enclos, toujours recherchés. La qualité et la quantité de l'herbe ne suffisent pas à distinguer un endroit attractif pour l'élevage : « *Les animaux qui pâturent plus au sud sont moins jolis qu'ici, pourtant il y a moins d'herbe ici mais l'endroit est de meilleure qualité.* » L'indicateur de biomasse n'est pas pertinent seul, sans une source d'abreuvement accessible à des conditions acceptables (débit du forage, qualité de l'eau, coût d'accès, manœuvres de contention du bétail). Dans un endroit néfaste, la robe des bêtes change, « *comme de la chair de poule* » mais si l'endroit est propice, les robes deviennent belles, la production de lait et les mises bas augmentent. « *En une semaine sur de bons pâturages les taureaux commencent à se battre et leur voix change* ». Dans le Ferlo sénégalais, les pasteurs utilisent également des ressources invisibles pour les systèmes d'information. Les feuilles tombées, par exemple, (*samde samde*), sont précieuses pour nourrir les animaux pendant les longues étapes de transhumance sur des sols nus, mais ne se voient pas sur des cartes de biomasse. La présence de *denngo* (*zornia*), extrêmement recherché par les éleveurs, peut influencer l'itinéraire des parcours. La configuration et la visibilité des étoiles varient localement, et au Ferlo la disparition de *datjuki* (la voie lactée) ainsi que l'apparition des feuilles de *eeri* (*Sclerocarya birrea*) augurent l'approche des pluies.

Un « bon endroit » se distingue par les qualités de l'herbe, de l'eau, du sol, de l'air, l'absence de parasites mais aussi sa tranquillité : autrement dit, la gestion sociale des droits

---

<sup>3</sup> En langue puular

d'accès et de jouissance. L'unité pertinente des ressources pastorales est écologique et sociale. Les aspects cruciaux de la spécialisation pastorale sont d'une part le rôle économique joué par l'interaction humains–animaux– environnement, en particulier une mobilité stratégique et une alimentation sélective ; d'autre part le développement de systèmes souples de gestion des ressources, en particulier les institutions de gestion des communs et les droits non exclusifs sur les ressources en eau (Krätli, 2015).

Les savoirs formés, acquis et transmis pour accéder à ces ressources mobilisent diverses compétences (zootechniques, météorologiques, agronomiques, écologiques, sociales), des ressources comme l'accès aux médias, l'usage des portables, mais aussi l'interconnaissance qui repose sur un minimum de cohésion sociale. Ces réseaux de proximité sont aussi nécessaires aux éleveurs que les bulletins officiels diffusés par la radio ou par d'autres médias. Pour actualiser leurs informations sur les lieux de transhumance, les éleveurs peuvent en effet se renseigner sans se déplacer : de l'état des animaux d'autrui observés au pied du forage, ils déduisent l'abondance et la qualité des parcours qu'ils ont utilisés, à condition de reconnaître le propriétaire, grâce aux marques faites au feu sur les flancs des bêtes ; encore faut-il connaître non seulement les marques, le propriétaire et le berger, mais l'endroit où pâture d'habitude son troupeau. « L'état » des animaux lui-même est apprécié en tenant compte de l'embonpoint, de la vivacité, de la brillance du poil. Les médias et l'usage du portable créent un réseau complémentaire d'information.

De manière symétrique à l'enquête sur les milieux du développement, il convient de situer les pratiques pastorales par rapport aux normes locales. Les pasteurs se méfient des intervenants extérieurs et des informations, celles qui sont demandées et celles qui sont fournies. Des enquêtes au Sénégal et au Tchad<sup>4</sup> menées dans les années 2000 ont montré que les informations circulent rapidement en milieu pastoral, alors que l'habitat est dispersé sur un vaste espace. Cependant les éleveurs communiquent peu sur la gestion de leur troupeau. L'information est distribuée parcimonieusement : « *On ne diffuse pas l'information ; à la rigueur, on la partage avec des très proches. Mais « tout le monde écoute au forage ; « on ne parle que de ça » mais sans divulguer d'informations précises* ». « *Il faut être vigilant et*

---

<sup>4</sup> L'étude a porté sur deux régions pastorales du Sahel différentes géographiquement, socialement et politiquement. Une enquête a eu lieu en avril 2003 dans le Ferlo au Sénégal, auprès de 25 pasteurs, chefs de campements, déjà rencontrés dans le cadre d'autres travaux depuis 2000. Les sites d'enquête étaient les alentours du forage de Rewane, à l'est du Ferlo, enclavée, peu peuplée, de passage et de départ des transhumants ; et la zone de Thieul, au sud du Ferlo, zone d'accueil et de passage des transhumants, à l'habitat plus dense et aux vastes espaces cultivés. Une seconde enquête s'est déroulée en juin 2003 au Kanem tchadien, avec 41 entretiens auprès d'éleveurs Arabes du clan Ouled Rachid originaires du Batha, transhumants dans la région depuis une vingtaine d'année, et de Toubous Kréda.

*curieux pour être bien informé* »<sup>5</sup>. La méfiance est structurelle dans la société peule pastorale, à propos des animaux et des ressources : « *La méfiance est chez tous les Peuls éleveurs, à cause des animaux : les Peuls craignent d'avoir trop d'animaux dans les pâturages, et qu'ils maigrissent. Ça a toujours été ainsi. Du temps des grands-parents, ils partaient chercher des pâturages sur un âne, revenaient dire "il n'y a rien là-bas" et puis décampaient pendant la nuit !* »<sup>6</sup> Le secret sur les ressources chez les pasteurs n'est donc pas corrélé à une dégradation de l'environnement et ne vient pas non plus d'un atavisme culturel, mais résulte d'une stratégie socialement construite. « *L'information est précieuse mais il faut quand même la partager quand on te la demande* », « *Informer les autres fait partie de l'entraide dans notre société* »<sup>7</sup>. Même si l'information est une ressource stratégique, le partage reste une valeur sociale et les tensions sont donc fortes entre la concurrence sur les ressources, les besoins réciproques d'information, la conformité à l'idéologie et aux prescriptions sociales. Au-delà d'un relatif communautarisme pastoral, volontiers affiché pour « l'extérieur », les éleveurs se distinguent jalousement entre eux par leur mérite professionnel.

## B) Compteurs d'eau et gestion sociale de l'accès à l'eau et aux pâturages

Les dispositifs d'information au Sahel et la réforme de la gestion de l'eau en milieu pastoral au Sénégal entamée dans les années 2000 ont en commun de reposer sur des catégories éprouvées : par exemple, la valeur d'une information, la mesure d'un déficit de biomasse, la gestion comptable de la consommation individuelle, le fonctionnement des marchés, sont des objets de connaissances et de procédures normées, modélisées, objectivées, et pour cette raison tenues pour transmissibles ou transposables quel que soit le contexte. C'est le rôle dévolu à l'ingénierie sociale du développement, équipée à cette fin de multiples techniques : ciblage, métrologie, participation, mise en œuvre, suivi et évaluation.

Les opérations d'hydraulique en milieu pastoral renvoient à une politique de modernisation des systèmes de production, contrastant avec la manière dont les pasteurs gèrent des ressources intégrées, collectives et variables. En témoignent par exemple l'assignation spécialisée des espaces de production, versus la mobilité pastorale dans des territoires hétérogènes ; la gestion volumétrique de la consommation individuelle, versus la

---

<sup>5</sup> Source : entretiens Ferlo, campement Ylo (Sénégal).

<sup>6</sup> Source : entretien auteur, Ranerou, (Sénégal)

<sup>7</sup> Source : entretien A.D.C., au Kanem (Tchad)

gestion sociale de l'eau ; enfin la discrétisation des ressources (eau, pâturages), versus leur intégration dans des unités écologiques et sociales. Le modèle de gestion de l'eau implanté en milieu rural sénégalais dans les années 2000 se base sur la comptabilité de la consommation familiale. Or, ce qui est en jeu pour les éleveurs, c'est de s'acquitter d'un *droit d'accès* au forage au moindre coût, et non de payer au prorata d'une quantité d'eau. Les cahiers de comptes locaux se réfèrent à un « prix par tête ». Les responsables de compteur les remplissent de connivence avec les éleveurs, ce qui leur permet de remplir leur tâche en fournissant l'indicateur volumétrique exigé, tout en préservant le règlement du droit d'accès et le commerce social dans lequel il prend place (Ancey *et al.*, 2008). En effet, la principale limite du mode de gestion compartimentant les ressources pastorales, est de court-circuiter la régulation collective de l'accès aux ressources productives. Au Sahel, de telles tarifications n'intègrent pas la manière dont les pasteurs intègrent socialement l'incertitude et la variabilité ; et cette méconnaissance limite donc l'efficacité des mesures de gestion imposées.

## Partie 2) Qualifier et utiliser les ressources : démarches parallèles, transactions nécessaires.

Il n'est ni étonnant ni illégitime qu'un ingénieur, un fonctionnaire, un élu, un pasteur et un chercheur aient des savoirs et des intentions différentes sur les ressources et leur usage, leur maîtrise ou leur exploitation, ni que ces savoirs et ces intentions évoluent avec le temps. La recherche en sciences sociales pour le développement a un statut particulier : productrice d'un discours académique autonome, elle est pourtant redevable aux acteurs à qui elle fournit des résultats, voire des préconisations : agents de l'aide, fonctionnaires nationaux ; réciproquement, la recherche fonde ses questions sur des enjeux socialement enracinés, nourrit ses résultats par des cas d'étude. Elle doit définir les limites de son savoir mais aussi sa structure et son orientation, son intention. Ses résultats renvoient à la position ambiguë de l'observateur – prescripteur, dans le cas précis de la recherche pour le développement. Cet aspect interpelle la responsabilité réflexive des sciences sociales.

### A) Utiliser les ressources, comment et pourquoi faire ?

L'expansion des différents systèmes d'information (SIM, SI, SAP) en Afrique sahélienne, impulsée par l'impact international des crises alimentaires et des sécheresses des années 1970 et 1980, découle aussi, plus généralement, du développement de la statistique et de l'informatique, qui a permis de perfectionner le suivi des groupes à risques (Castel, 1981). Au

Sahel, cette évolution est marquée par des dispositifs successifs mis en place après les programmes d'ajustement structurel : enquêtes lourdes à plusieurs passages pour mesurer les conséquences sociales de l'ajustement, puis enquêtes légères et rapides, plus ou moins participatives, enfin usage croissant des images satellitaires, supposées moins coûteuses et plus précises que les enquêtes de terrain. Dans les représentations internationales s'est installée une image des régions sub-sahariennes structurellement exposées aux pénuries alimentaires, dans un contexte de marché agricole international caractérisé par les excédents céréaliers des pays industrialisés. Les systèmes d'information mettaient donc logiquement l'accent sur la disponibilité des récoltes ou des biens céréaliers et leur accessibilité économique dans les Etats membres du CILSS<sup>8</sup>.

Dans les années 1980 et 1990, la géopolitique internationale a exacerbé la croyance en la capacité autorégulatrice du marché et son rôle dans la fourniture de biens publics, y compris la sécurité alimentaire, et stimulé la recherche sur ces enjeux. Par conséquent, de nombreuses interventions pour la sécurité alimentaire et la prospérité économique ont tenté d'améliorer les performances, la transparence et la concurrence sur les marchés, en fluidifiant les échanges et en diffusant une bonne information sur les prix. Observatoires et études ont remplacé les offices nationaux de gestion des marchés céréaliers au Sahel supprimés par les Programmes d'Ajustement Structurel.

Suivant le dogme économiciste qui centre l'économie sur les échanges et l'allocation de ressources rares, si les populations pastorales étaient mal connues des économistes et des politiques, c'est donc qu'elles vivaient en quasi autarcie, hors marché. Ce syllogisme a été résumé par une boutade: « *Nomads are a nuisance, and not only to a centralising State : they are awkward even for theory...* » (Gellner, 1981) ; les études anthropologiques et économiques ont reconnu le rôle crucial des échanges entre les économies pastorales et « l'extérieur » (Khazanov, 1984) (Kerven, 1992), qu'il s'agisse de razzias, d'échanges sur les marchés, d'interactions avec les agriculteurs ou encore de migrations. Les capacités d'adaptation pastorales ont été démontrées non seulement face aux aléas naturels, mais aussi face aux opportunités économiques et techniques (Scoones, 1999) (Krätli, 2015). Ces faits ont conduit à préciser la place des rapports marchands dans les sociétés pastorales et la complexité de leur organisation sociale. La relation linéaire et causale supposée par

---

<sup>8</sup> Comité Inter Etats de Lutte Contre la Sécheresse au Sahel

l'ingénierie du développement entre l'abondance des ressources, l'embonpoint des animaux et les revenus monétaires des éleveurs, ne se vérifie pas dans les sociétés et les économies pastorales, non parce que les éleveurs seraient improductifs ou irrationnels, ni à cause d'une défaillance des marchés ; mais parce que les raisons sociales, économiques et zootechniques sont orientées prioritairement pour préserver les moyens d'existence, en intégrant l'incertitude et en préservant des équilibres instables.

Dans les campements, on ne clive pas les périodes de routine et les périodes de crise. On intègre l'incertitude dans les gestes, dans l'usage du matériel et le soin aux bêtes, dans la culture quotidienne : en sélectionnant les races bovines et zébus pour que la conformation des bêtes supporte la trypanosomiase, soit endurante à la marche et à la soif, produise assez de lait et assez de viande. On met de côté des céréales quand on le peut. Scolariser les enfants accroît l'incertitude : cela ne garantit plus la promotion sociale du scolarisé, ni les retombées matérielles d'un salaire sur sa famille, mais à coup sûr cela écarte les jeunes du troupeau. On marie ses jeunes gens de préférence à des familles alliées et riches en bétail. Mais nombre d'entre eux sont tentés par un départ en ville. On partage soigneusement les informations sur les pâturages disponibles et non enclos, on préserve son droit et ses capacités à se déplacer, en entretenant le droit à la mobilité. On saisit l'opportunité de rendre service à une équipe de développeurs de passage : l'héberger le temps d'un bivouac peut permettre d'entrer dans un réseau de connaissances et de services... De plus les aspirations sont hétérogènes entre générations. Les sociétés produisent elles-mêmes leur incertitude. Le pastoralisme repose sur « *un faisceau de droits s'exerçant sur des ressources généralement dispersées, hétérogènes et aléatoires* » (Thébaud, 2002)<sup>9</sup>. Les droits de maîtrise partagés entre ayant-droits, ne relèvent pas de la propriété exclusive ni d'un accès libre anarchique mais s'étagent sur un gradient complexe et évolutif. Les points d'attache, lieux d'origine où l'empreinte foncière est forte, sont des lieux d'appartenance, de repli et de sécurité, et font l'objet de droits prioritaires, voire d'appropriation. Les territoires de parcours et les points d'eau, spécialement stratégiques, font l'objet de relations passant de la réciprocité à la compétition.

L'histoire des techniques et des politiques joue aussi un rôle déterminant dans la création ou la disparition des ressources : l'eau des forages du Ferlo au Sénégal, qui a révolutionné les bases locales du pastoralisme (Pouillon, 1990), provient d'un financement du FIDES<sup>10</sup> et d'un

---

<sup>9</sup> « *Bundle of rights* », dans le lexique de Commons J.R., 1893. *The distribution of wealth*, MacMillan &co. popularisé par Elinor Ostrom.

<sup>10</sup> Fonds International de Développement Economique et Social

équipement perfectionné dans les années 1950. Les représentations techniques des ressources comme des unités discrètes (l'eau, les pâturages) ne correspondent pas à la perception intégrée de l'unité écologique. L'eau et les pâturages sont intégrés dans une unité qui fait sens, dotée de dimensions sociales d'accès, d'usages et de transmission. Dans la situation actuelle du Ferlo et grâce aux forages, l'eau n'est plus un facteur limitant, toutefois, la gestion des deux ressources eau et pâturages reste inséparable, dans la mesure où le paiement de l'accès à l'eau reste le seul moyen de contrôler l'accès à la ressource limitée qu'est le pâturage. La mobilité socialement organisée est un enjeu vital, qui peut être considérée comme une ressource indispensable à « l'intégrité fonctionnelle » des systèmes pastoraux (Thompson, 1997), en imposant la réciprocité entre les ayants-droits sur l'eau et les pâturages.

B) Les sociétés pastorales et leur environnement politique : pourquoi des transactions sont nécessaires.

Les sociétés pastorales se sont reproduites et transformées historiquement à travers plusieurs formes d'échanges avec les sociétés voisines et leur environnement politique : ces relations régulaient notamment des tensions dues à la concurrence sur les ressources productives (eau, pâturages). En revanche, la distance structurelle entre le monde pastoral et les politiques de développement traduit la difficulté des politiques publiques fondées sur des notions de propriété, de sédentarité, à saisir les dynamiques pastorales qui reposent fondamentalement sur la gestion partagée des ressources et la mobilité (Bourgeot, Guillaume, 1989), (Gardelle, 2010), (Galaty, 2013).

Le cas du Niger en 2005 illustre la marginalité des pasteurs transhumants sahéliens dans la médiatisation de la crise alimentaire, dans le rôle et les limites de son dispositif national de prévention et de gestion des crises (DNPGC), le plus performant de la sous-région. Au Niger, la campagne agricole 2004-2005 s'annonçait difficile dès fin 2004, à cause d'une attaque acridienne et d'une mauvaise répartition des pluies pendant l'hivernage 2004. Mais les déficits céréaliers et fourragers n'étaient pas exceptionnels. En comparaison avec d'autres mauvaises années au Sahel, 2005 s'est caractérisée d'abord par une crise d'accessibilité, et par des termes de l'échange complètement déstructurés entre les céréales et le bétail : hausse précoce et soutenue des prix des céréales et des aliments de bétail, jusqu'à un niveau jamais vu, ventes de vaches à un prix dérisoire pour qu'elles puissent être abattues

et consommées avant de mourir d'inanition (Ancy, 2006). Cet épisode calamiteux a révélé au Niger les processus d'appauvrissement mettant en péril les structures et la reproduction sociale et économique des familles rurales. Les facteurs conjoncturels n'ont fait qu'aggraver une situation structurellement critique dans le pays le plus pauvre au monde.

En août 2005, sous la pression d'une médiatisation internationale organisée plusieurs semaines auparavant par deux ONGs<sup>11</sup>, le Programme Alimentaire Mondial (PAM), chef de file des organisations humanitaires dans le pays, obtenait l'accord du gouvernement pour déclencher des distributions alimentaires généralisées (Bouarfa *et al.*, 2006). Mais au nord de la région de Tahoua, sur les deux tiers du territoire du pays, les populations pastorales transhumantes, dites « flottantes » par les opérateurs de l'aide et l'administration, ne figuraient pas sur les listes de recensements locaux des zones et des groupes vulnérables dont disposaient les ONG, mandatées par les grandes institutions humanitaires pour distribuer l'aide alimentaire. Les populations pastorales sont parfois inscrites administrativement dans une agglomération où elles conservent des droits fonciers, mais elles sont en réalité installées en permanence ou de manière saisonnière dans une autre commune, où elles paient une taxe locale. Au moment où le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (DNPGCA) a procédé au ciblage des zones et des populations vulnérables, puis élaboré le Plan des distributions généralisées au Niger, les familles pastorales qui étaient parties en transhumance vers les pâturages du Mali, les hommes qui avaient rejoint des réseaux de commerce en Lybie ou en Algérie, n'étaient plus sur place pour en bénéficier. De nombreuses autres familles pastorales résidentes dans des terroirs villageois depuis plusieurs années ont été elles-aussi administrativement invisibles aux yeux des distributeurs. Les transhumances et la vente sélective ont atténué les risques pour les plus grands éleveurs et pour ceux qui ont pu atteindre des pâturages abreuvés, notamment vers l'Ouest et le Mali. Les plus riches ont abreuvé et alimenté leur troupeau au moyen de véhicules chargés d'aliments et de citernes d'eau. Une partie des familles pastorales a pu déployer des stratégies d'urgence : transhumances, migrations de travail au nord du Sahara, en Algérie et en Lybie, ou dans les pays côtiers, de la Côte d'Ivoire au Gabon ; mais pour les éleveurs plus pauvres ou moins mobiles, la situation a empiré. Les plus vulnérables ne disposant pas de bétail ou de main d'œuvre suffisants ont subi les effets économiques, sanitaires et alimentaires de cette invisibilité.

---

<sup>11</sup> Helen Keller International puis Médecins Sans Frontières à partir d'avril 2005

Ce n'est qu'en octobre 2005, après la fin des distributions généralisées, qu'une partie des populations pastorales a bénéficié d'un reliquat d'environ 400 tonnes de vivres. Tout s'est passé comme si les populations pastorales, généralement qualifiées de nomades, devenaient invisibles au niveau désagrégé du recensement, même lorsqu'elles résidaient dans des zones ciblées pour recevoir les distributions alimentaires.

Pourquoi évoquer cet épisode ? Il appelle deux remarques.

Sur le plan politique, la marginalité des populations pastorales aggrave la situation des plus vulnérables qui ne peuvent ni transhumer ni migrer et sont difficiles à atteindre par les interventions d'urgence. La propension des sociétés pastorales à se rendre invisibles reste souvent analysée avec ambivalence : on critique leur marginalité dans les actions de développement, tout en concédant que leur invisibilité les a préservées des effets d'interventions politiques contradictoires avec leurs processus de reproduction sociale. Cependant, les capacités d'adaptation des populations pastorales en Afrique subsaharienne, longtemps liées à leur stratégie d'évitement des pressions, sont aujourd'hui en contradiction avec une action collective susceptible de peser sur leur devenir citoyen au sein des sociétés auxquelles elles appartiennent.

Du point de vue de la connaissance, le manque d'informations sur les ressources utiles aux sociétés pastorales tient non seulement aux limites des outils, à la faiblesse réelle des moyens des administrations, mais aussi à des habitudes cognitives et des institutions politiques radicalement étrangères au sous-bassement des sociétés pastorales. Dans un espace de plus en plus contraint par l'augmentation de la densité démographique et la pression foncière, les mécanismes collectifs de sécurisation, tels que la mobilité et la réciprocité de l'accès aux ressources, doivent être compris et accompagnés par les politiques. Pour tenir compte des unités sociales et écologiques pertinentes et opérationnelles, la recherche et l'action sur le rapport pastoral aux ressources doivent réviser certains principes agronomiques qui conduisent les politiques à rechercher l'intensification des productions – ou l'augmentation des rendements- par une activité sédentaire dans un milieu stabilisé, voire artificialisé; à considérer que la sécurité foncière dépend d'une appropriation exclusive et de titres formels.

### En conclusion

S'intéresser à de nouveaux champs du savoir, ou produire une nouvelle image de ce qu'on croit connaître ? La sociologie du pastoralisme apporte ici une instance critique sur le

savoir technique et les projets politiques ; elle peut également offrir un ancrage à une réflexion sur les relations entre sociétés, nature et politique.

Les cas d'étude présentés interpellent aussi la responsabilité des sciences sociales dans un organisme de recherche et de coopération, avec l'ambition d'un apport critique et constructif. Il ne s'agit pas d'opposer une évidence pseudo-empirique à un savoir théorique fondé sur une autorité, mais, reconnaissant que toute description est construite, d'inviter au dialogue réflexif sur les savoirs et les raisons d'être au monde, en s'inspirant des travaux épistémologiques de Hamou (1999) sur la mutation du visible. Cet auteur montre comment les instruments d'optique inventés au XVII<sup>e</sup> siècle, télescope et microscope, en élargissant le monde visible, ont non seulement stimulé la quête d'évidences empiriques, mais aussi poussé les savants à rationaliser ces nouveautés pour les faire entrer dans leur conception du monde.

Un travail de dialogue réflexif au sein des sciences, avec les acteurs de la coopération et les acteurs locaux, permettra et exigera d'abandonner les injonctions de transformation de l'ingénierie du développement, de passer d'une gestion individuelle des risques à l'intégration/accompagnement de l'incertitude ; d'une paix armée entre les disciplines scientifiques à des questionnements transdisciplinaires ; des interactions, à la reconnaissance des « transactions », dont l'idée sous-tend « *un flux d'échanges permanents, transformant lui-même les diverses entités ainsi reliées* » (Mormont, 2015).

## Bibliographie

- Ancey V., 2006. *Evaluation de la réponse du PAM à la crise alimentaire au Niger en 2005. Note 4 : Caractérisation de la crise pastorale*. s.n., [S.l.], 10 p.
- Ancey V., 2016. Comment se construit l'invisibilité des populations pastorales au Sahel : l'expérience de la crise alimentaire de 2005 au Niger *Cah. Agric.*, 25 (55003).
- Ancey V., Wane A., Muller A., Andre D., Leclerc G., 2008. Payer l'eau au Ferlo : stratégies pastorales de gestion communautaire de l'eau. *Autrepart*, 46, 51-66.
- Arditi C., Janin P., Marie A., 2011. *La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali: Réalités et faux-semblants*, Karthala Editions.
- Bouarfa Y., Blein R., Girerd-Barclay, Ancey V., Mossi I., 2006. *Evaluation de la réponse du PAM à la crise alimentaire au Niger en 2005*. World Food Program, Roma, Ref. OEDE/2006/8, 129.
- Bourgeot A., Guillaume H., 1989. *Etats et sociétés nomades*, Politique africaine.
- Castel R., 1981. *La gestion des risques: de l'anti-psychiatrie à l'après-psychanalyse*, Editions de Minuit.
- Cook S.D., Brown J.S., 1999. Bridging epistemologies: The generative dance between organizational knowledge and organizational knowing. *Organization science*, 10 (4), 381-400.
- Egg J., Gabas J.-J., 1997. La prévention des crises alimentaires au Sahel et le rôle des dispositifs d'information. *Stateco*, 87 -88, 9 -27.
- Galaty J., 2013. The indigenisation of pastoral modernity: territoriality, mobility, and poverty in Dryland Africa. *In. Pastoralism in Africa: past, present, and future*. (Bollig M., Schneg M., Wotzka H.-P., eds), Berghahn, New York 473-510.
- Galtier F., David-Benz H., Subervie J., Egg J., 2014. Les systèmes d'information sur les marchés agricoles dans les pays en développement : nouveaux modèles, nouveaux impacts. *Cah. Agric.*, 23 4-5, 245-258.
- Gardelle L., 2010. *Pasteurs nomades de Mongolie. Des sociétés nomades et des Etats*, Buchet Chastel.
- Gellner E., 1981. Anomalies of no fixed abode. *Times Literary Supplement*, 273.

- Hamou P., 1999. *La mutation du visible: essai sur la portée épistémologique des instruments d'optique au XVIIIe siècle*, Presses Univ. Septentrion.
- Hubert B., 2012. Preface. In. *Pastoralisme en zone sèche. Le cas de l'Afrique subsaharienne*. (Toutain B., ed), CFSD/Agropolis International, Montpellier, 60.
- Hubert B., Aubertin C., Billaud J.-P., 2015. Connaître? Agir? Interagir? *Natures Sciences Sociétés*, 23 (2), 95-96.
- Ickowicz A., Ancey V., Leclerc G., Touré I., Damman G., Darly S., 2005. *Programme LEAD "Pastoralisme et environnement au Sahel" : (PESah). Rapport final*. CIRAD-EMVT, Montpellier, 2 vol. (113, [234] p.).
- Kerven C., 1992. *Customary commerce. A Historical Reassessment of Pastoral Livestock Marketing*, Overseas Development Institute.
- Khazanov A.M., 1984. *Nomads and the outside world*, Cambridge University Press  
Cambridge
- Kräti S., 2015. *Valuing variability: New Perspectives on climate resilient drylands development*, IIED.
- Maxwell S., Frankenberger T., 1992. Household Food Security: Concepts, Indicators, and Measurements: A Technical Review, United Nations Children's Fund (UNICEF) and International Fund for Agricultural Development (IFAD), New York and Rome.
- Mormont M., 2015. L'environnement entre science et sens commun. *Natures Sciences Sociétés*, 23 (2), 150-153.
- Pouillon F., 1990. Sur la "stagnation" technique chez les pasteurs nomades : les Peul du Nord-Sénégal entre l'économie politique et l'histoire contemporaine. In. *Sociétés pastorales et développement* (Pouillon F.B., Edmond, ed^eds), ORSTOM, 173-192.
- Scoones I., 1999. *Nouvelles orientations du développement pastoral en Afrique: vivre dans un environnement incertain*, Karthala Editions.
- Sullivan S., Rohde R., 2002. On non-equilibrium in arid and semi-arid grazing systems. *Journal of Biogeography*, 29 (12), 1595-1618.
- Thébaud B., 2002. *Foncier pastoral et gestion de l'espace au Sahel: Peuls du Niger oriental et du Yagha burkinabé*, Karthala.
- Thompson P.B., 1997. Sustainability as a norm. *Techné: Research in Philosophy and Technology*, 2 (2), 99-110.
- Touré I., Ickowicz A., Ancey V., Gerber P., Wane A., Saley M., Garba I., Atte I., 2011. SIPSA : un système d'information et d'alerte précoce pour accompagner les prises de décisions dans le domaine du pastoralisme au Sahel, N'Djamena, Ministère de l'élevage et des ressources animales, p. 85-92.
- Touré I., Ickowicz A., Wane A., Garba I., Gerber P., Atte I., Cesaro J., Diop A., Djibo S., Ham F., 2012. Atlas des évolutions des systèmes pastoraux au Sahel.
- Weiss C.H., 1979. The many meanings of research utilization. *Public administration review*, 426-431.